

PROCÈS-VERBAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE VOLONTAIRE

N° d'imprimé : F001409462

EXEMPLAIRE REMIS À L'USAGER

NATURE DU CONTRÔLE	DATE DU CONTRÔLE	N° DU PROCÈS-VERBAL
Contrôle volontaire complet	08/12/2025	7852

IDENTIFICATION DE L'INSTALLATION DE CONTRÔLE
 N° D'AGREMENT : S059F508
 RAISON SOCIAL :
 HDF CT
 ADRESSE : 141 CHEMIN DE L'ARBRE DE GUISE

 59113 SECLIN
 03.20.62.83.35

IDENTITÉ DU CONTRÔLEUR

 N° D'AGREMENT : 059D1269
 SIGNATURE : 
IDENTIFICATION DU VÉHICULE

N° Immatriculation	Date C.I.	Date 1ere circulation
GZ-593-AS	06-09-2024	06-09-2024
Genre	Marque	Type
CTTE	PEUGEOT	N10PGTCT214J
N° de série dans la série du type	Energie	
VR3EDYHT0RJ609313	GO	
Kilométrage au compteur	Désignation commerciale	
18243	PARTNER	

TITULAIRE DU CERTIFICAT D'IMMATRICULATION
 STE MERCIER
 ADRESSE : 71 AVN DE FLANDRE

 59700 MARCQ EN BAROEUL

DÉFAUTS OU ANOMALIES CONSTATÉS
 Ensemble des points visés par l'arrêté du 18 juin 1991 modifié

Défaillances majeures
 4.3.1.a.2. ÉTAT ET FONCTIONNEMENT (FEUX STOP) : Source lumineuse défectueuse ou manquante : visibilité fortement réduite (AR)
Défaillances mineures
 4.5.2.a.1. RÉGLAGE (FEUX DE BROUILLARD AVANT) : Mauvaise orientation horizontale d'un feu de brouillard avant (G,D)
 5.2.3.e.1. PNEUMATIQUES : Usure anormale ou présence d'un corps étranger (ARG,ARD)
 6.2.1.a.1. ÉTAT DE LA CABINE ET DE LA CARROSSERIE : Panneau ou élément endommagé (ARG)
Document(s) présenté(s)
 Photocopie du certificat d'immatriculation visée par un commissaire-priseur ou un huissier de justice

M E S U R E S	AvG	Av	AvD	ArG	Ar	ArD
Frein de service						
Déséquilibre		9			0	
Force	321		352	182		182
Force roue/roue	321		352	182		182
Taux			69			
Frein de stat.						
Force	139					143
Taux			18			
Pesée du véhicule		906	1502		596	
Suspension						
Efficacité	68		65	83		80
Dissymétrie		4			3	
Dérive	+2.3					
Feux de croisement	-2.0					-2.2
Feux de brouillard	+0.1					+1.5

Le présent procès-verbal résulte d'un contrôle technique dit **volontaire** qui ne peut être assimilé au contrôle technique obligatoire prévu par le Code de la route.

En cas de contrôle administratif et/ou de cession du véhicule, le contrôle technique volontaire ne pourra permettre de justifier la réalisation des obligations imposées par le Code de la route.

